

CONVENTION CADRE DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Préambule :

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004, dans son article 2 organisant les conditions de délégation de maîtrise d'ouvrage entre personnes publiques,

Vu les articles L 151-36 à L 151- 40 du Code Rural,

Vu les articles L 211-7 et L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

Vu les délibérations n°CS-2022-21 du 07/10/2022, n° CS-2023-01 du 17/02/2023 et n°xxxx du Conseil Syndical du Syndicat Mixte du Bassin de la Dives,

Vu la délibération en date du 17/11/2022 et xxx du Conseil Municipal de la commune de Guêprei.

Vu la délibération en date du 27/03/2024 du Conseil communautaire de Terres d'Argentan Interco.

Il est convenu ce qui suit

Entre :

Le Syndicat Mixte du Bassin de la Dives (SMBD), représenté par son président Monsieur Hubert ALQUIER, dénommé dans la présente convention : " le délégataire",

d'une part,

et

La commune de Guêprei, propriétaire de la parcelle ZC0025 (ancienne décharge communale), représentée par son Maire Monsieur Patrick LAMOTHE, dénommée dans la présente convention « le délégant 1 »,

et

La communauté de communes Terres d'Argentan Interco, représentée par son Président Monsieur Frédéric LEVEILLÉ, dénommée dans la présente convention « le délégant 2 »,

d'autre part,

1 EXPOSÉ DES MOTIFS

Le délégataire, compétent en matière de "Gestion des milieux aquatiques" sur le bassin versant de la Dives, met en place depuis plusieurs années un programme d'aménagements d'hydraulique douce et de plantations de haies bocagères afin de préserver la qualité de la ressource en eau et de limiter le transfert de polluants vers les eaux superficielles lors des précipitations.

Le délégant 1, compétent en matière d'aménagement du territoire et responsable des déchets sur sa propriété, s'intéresse à la valorisation/aménagement d'une ancienne décharge communale pour favoriser la biodiversité de ce site et assurer un espace d'accueil des randonneurs.

Le délégant 2, compétent en matière de « Prévention des Inondations », constate régulièrement des inondations au droit de plusieurs habitations dans Guêprei lors de ruissellement et s'intéresse aux possibilités de réduction de ces phénomènes.

Après expertise de l'ancienne décharge par le délégataire et un diagnostic environnemental du sol par un prestataire extérieur, un projet d'aménagement a été acté en accord avec les délégants pour la création d'une zone tampon humide artificielle en vue de valoriser cette parcelle communale d'un point de vue biodiversité, d'offrir un espace agréable aux randonneurs et enfin de limiter le ruissellement (réduisant ainsi le transfert de polluants vers le Meillon et les inondations des habitations situées en contre-bas).

Au regard de ces éléments, les délégants et le délégataire partagent donc des objectifs communs, dont la poursuite peut être menée de manière concertée. La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique permet une délégation de maîtrise d'ouvrage d'une personne publique à une autre dans le cadre de réalisation d'un projet commun, ou avec un intérêt commun.

La présente convention a ainsi pour objet de déterminer les modalités de la délégation de maîtrise d'ouvrage entre les parties dans le cadre des opérations poursuivant leurs objectifs communs.

2 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de la délégation de la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification de cette ancienne décharge communale en zone humide artificielle, ainsi que ses modalités techniques et financières.

3 DÉSIGNATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par le délégataire.

4 ENGAGEMENT DU DÉLÉGANT 1

Le délégant 1 s'engage à financer les actions découlant de cette délégation. Il autorise le libre passage du prestataire chargé de réaliser les travaux pendant toute la durée de la présente convention.

5 ENGAGEMENT DU DÉLÉGANT 2

Le délégant 2 s'engage à apporter un appui financier au délégant 1.

6 ENGAGEMENT DU DÉLÉGATAIRE

Le délégataire s'engage à assurer, sous maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation des travaux de requalification de cette décharge communale (parcelle ZC0025 : 3643 m²).

7 MISSIONS DU DELEGATAIRE

Les missions du délégataire portent sur les éléments suivants :

- ✓ la demande et le suivi des subventions,
- ✓ la passation de conventions et des contrats de travaux,
- ✓ la réalisation de la consultation des entreprises dans le respect de la commande publique,
- ✓ le suivi financier et technique du projet,
- ✓ la gestion comptable de l'opération,
- ✓ l'accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnés ci-dessus.

8 PLAN DE FINANCEMENT

Le coût maximal de l'opération est de 70 000 € TTC. Cette opération pourra bénéficier d'une aide financière de l'Etat au travers le programme « Sentiers de Nature » à hauteur de 80 % du montant des dépenses HT. Le délégant 2 apportera une aide financière correspondante à 50 % du reste à charge HT (après déduction des subventions). Le délégant 1 financera le restant.

9 GESTION COMPTABLE

Le délégataire s'engage à :

- ✓ solliciter les financeurs du projet et percevoir l'intégralité des subventions afférentes,
- ✓ régler les entreprises effectuant les travaux prévus dans la présente convention,
- ✓ verser au délégant 1 un acompte d'un montant égal aux subventions qu'il aura perçues.

Le délégant 1 s'engage à :

- ✓ rembourser le délégataire de l'intégralité du coût de l'opération. Il deviendra alors pleinement propriétaire des aménagements.

Le délégant 2 s'engage à :

- ✓ verser au délégataire 1 une aide financière correspondant à 50 % du reste à charge pour la commune (après déduction des subventions).

Il convient de rappeler que les subventions sont octroyées sur la base du montant H.T. et que les activités du délégataire ne sont pas soumises à la T.V.A. Le délégant 1 remboursera le coût de l'opération sur la base du T.T.C. et pourra, à ce titre, solliciter le F.C.T.V.A. Le délégataire s'abstiendra quant à lui de le réclamer. A la fin des travaux, le délégataire transmettra aux délégants un état des



dépenses et recettes liées à l'opération assorti de tous les justificatifs nécessaires (convention de financement, factures...). L'acompte au Délégrant 1 sera impérativement versé par le Délégataire même s'il n'a pas reçu lui-même les versements des financeurs. Celui-ci constituera donc une avance de trésorerie du Délégataire 1 au profit du Délégrant qui sera régularisée par le versement effectif des subventions par les financeurs. Le délégataire constatera les dépenses et les recettes liées à l'opération au compte 458 – opérations sous mandat. Le délégrant 1, quant à lui, comptabilisera les dépenses et recettes afférentes à ces travaux en section d'investissement.

10 MODALITÉS DE CONTRÔLE TECHNIQUE, FINANCIER ET COMPTABLE

Les délégants se réservent le droit de demander à tout moment les actions menées par le délégataire concernée par la présente convention, ainsi qu'un état comptable.

A la fin des prestations, le délégataire convoquera une réunion pour présenter les travaux réalisés.

11 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de désaccord relatif à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent de privilégier la voie d'un règlement amiable. A défaut d'avoir pu aboutir à un tel règlement dans un délai raisonnable, la juridiction compétente pourra être saisie par l'une ou l'autre des parties.

12 DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention produira ses effets à compter de la date de signature par les trois parties et prendra fin à l'issue de la restitution de l'étude.

Elle est d'une durée prévisionnelle de 5 ans, prolongeable tacitement jusqu'au terme de l'opération objet de la convention.

A Saint-Pierre-en-Auge, le , (fait en 3 exemplaires)

Pour le Syndicat Mixte du Bassin de la
Dives

Pour la commune de Guêprei

Pour Terres d'Argentan
Interco

Le Président,
Hubert ALQUIER

Le Maire,
Patrick LAMOTHE

Le Président
Frédéric LEVEILLÉ